

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

Rapport Guesnerie et avenir des SES : une correspondance entre Alain Beitone et François Vatin

- Gazette - Débats -
Date de mise en ligne : dimanche 14 septembre 2008

Revue du Mauss permanente

Le 3 juillet 2008, un Rapport de la mission d'audit des manuels et programmes de sciences économiques et sociales du lycée présidé par Roger Guesnerie (dit « rapport Guesnerie ») est remis à Xavier Darcos. Cet enseignement subit depuis des mois des critiques dans la presse écrite, censées avoir suscité ce rapport. Dans les semaines qui suivent sa publication, Alain Beitone, professeur de SES et formateur à l'IUFM d'Aix-Marseille, entreprend de contacter des universitaires et des professeurs de SES pour les convaincre que ce rapport peut servir utilement de base à la réflexion sur la place des SES dans la réforme du lycée qui doit entrer en vigueur en 2009 en leur proposant de signer un [appel pour les SES](#). Nous publions la correspondance qu'il a eue avec François Vatin, professeur de sociologie à l'Université de Paris X Nanterre. Indépendamment du fait de savoir si le soutien à ce rapport est opportun ou pas (cf. l'article de Ch. Laval, [Le rapport Guesnerie et la liquidation des SES](#)), retenons notamment de cette correspondance une note d'espoir pour les SES : dans le supérieur comme dans le secondaire on trouve des professeurs attachés à un enseignement interdisciplinaire et pluraliste en sciences sociales. Il suffirait peut-être que ces deux mondes se soutiennent mutuellement pour que les SES reçoivent enfin la légitimité académique qui leur fait défaut, et sans laquelle elles seront toujours condamnées à lutter pour une existence précaire. Prions pour qu'un temps les querelles de personnes ou de chapelles s'estompent afin qu'une alliance la plus large possible s'opère entre les professeurs de SES du secondaire et ces universitaires qui leur ressemblent (SD).

Correspondance entre Alain Beitone et François Vatin à propos de l'enseignement des sciences économiques et sociales (Août 2008)

Alain Beitone à François Vatin, le 12 août 2008

Cher collègue,

Je m'adresse à vous sur les conseils de &.

L'enseignement des SES au lycée traverse depuis plusieurs mois une période de turbulences. Son existence et ses contenus sont susceptibles d'être gravement mis en cause à l'occasion de la réforme des lycées qui doit entrer en vigueur en septembre 2009. Dans ce contexte, au contraire de ce que la presse a pu écrire, le rapport de la commission Présidée par Roger Guesnerie me semble pouvoir jouer un rôle positif dans les difficiles discussions qui s'ouvriront avec le ministère. Il me semble nécessaire de bien faire la différence entre les attaques idéologiques qui émanent des milieux patronaux ou de l'Académie des Sciences Morales et Politiques et le rapport Guesnerie dont l'un des rédacteurs est Jérôme Gautié.

Il y a là une occasion pour les communautés savantes des économistes et des sociologues de se faire entendre, d'affirmer leur intérêt pour l'enseignement des sciences sociales au lycée, d'insister sur le nécessaire renforcement du lien entre la production scientifique en sciences sociales et l'enseignement délivré aux lycéens. Une occasion

aussi pour les professeurs de SES, les professeurs en classes préparatoires, les formateurs IUFM de faire savoir au ministère et aux médias qu'ils défendent une conception rigoureuse et ambitieuse, mais adaptée au niveau des élèves, de la formation en sciences sociales.

C'est en diffusant une meilleure connaissance des acquis des sciences sociales que les professeurs de SES peuvent le mieux contribuer à la formation du citoyen, c'est en refusant la tutelle des groupes de pression sur l'enseignement, mais en revendiquant l'autonomie du champ scientifique que l'on pourra au mieux contribuer à former l'esprit critique des élèves.

Dans cette perspective, les signatures d'universitaires et de chercheurs en sciences sociales, de professeurs de SES quel que soit leur lieu d'exercice, sont importantes si l'on veut se faire entendre par le ministère.

Si vous êtes d'accord avec l'esprit du texte que je vous propose, merci de me le faire savoir par mel afin que j'ajoute votre nom à la liste des signataires.

Si vous connaissez d'autres collègues susceptibles de signer ce texte, merci de le leur transmettre.

Je compte faire un premier bilan des signatures reçues vers le 15 août. Je diffuserai alors le texte avec une liste de premiers signataires pour amplifier le mouvement de signatures et je compte rendre le texte public au tout début septembre.

Bien cordialement

PS 1 / En fichier joint, la liste des premiers signataires

PS 2 : Vous pouvez trouver le texte intégral du rapport à partir du site de l'ENS LSH

François Vatin à Alain Beitone, le 12 août 2008

Cher Alain Beitone,

Nous nous connaissons pour avoir participé ensemble au jury du CAPES. J'étais déjà destinataire de votre appel collectif et vous prie de bien vouloir m'excuser de ne pas vous avoir répondu.

Je ne vous cache pas en effet que cette affaire me gêne pour de bonnes et de mauvaises raisons.

Commençons par les mauvaises : j'ai des amis dans chaque camp et ne souhaite froisser personne. Mais ce n'est pas ce genre de considérations qui en général m'empêche de m'engager quand je crois la cause claire.

Cela ne me semble pas le cas ici, quelle que soit l'estime que j'ai pour un certain nombre des participants de la commission qui, assurément, ne sont pas des ennemis de la sociologie, ni des opposants au dialogue entre les disciplines. Je pense à Jérôme Gautié, que vous citez, mais aussi à Gilles Martin, que nous avons fréquenté ensemble au jury du Capes ou à mon amie Catherine Paradeise. Bon nombre des signataires de votre pétition,

économistes comme sociologues, sont aussi mes proches. Par ailleurs, je suis bien conscient des limites d'un certain nombre de dimension de la tradition des SES, telle la vulgate régulationniste contre laquelle je n'ai cessé de me battre dans mes propres enseignements et publications.

Qu'est ce qui m'arrête à vous soutenir publiquement ? C'est que je crois que cette commission est une illustration parmi d'autre de la méthode Sarkozy qui consiste à brûler les pistes en engageant des gens honnêtes (de préférence de la couleur politique opposée) dans un processus qui au final leur échappe. Il est bien sûr totalement malhonnête de résumer le rapport Guesnerie à un article du *Monde* le présentant comme un véritable assassinat de la filière SES. Mais, au final, que restera-t-il ? Les analyses tempérées du rapport ou le résumé au vitriol du *Monde* ?

Je suis frappé de voir aujourd'hui la filière SES sous la pression d'une triple attaque :

- ▶ celle des professeurs universitaires de sciences économiques qui l'ont toujours méprisée en considérant que seul un cursus secondaire scientifique pouvait conduire à leur formation ;
- ▶ celle du Medef qui ne voit dans le corps enseignant qu'un ramassis de marxistes haïssant l'entreprise ;
- ▶ celle des humanistes classiques qui ne supportent pas le succès de ce cursus au détriment de la filière littéraire.

Il n'est pas sans importance de rappeler que l'actuel ministre de l'éducation nationale est un représentant de ce troisième lobbying. Ce qui me frappe dans ces diverses critiques c'est qu'elles s'appuient sur une représentation de la filière comme de qualité médiocre, correspondant à ce qu'elle était quand j'ai moi-même passé mon bac (1974). Aujourd'hui, vous le savez comme moi, les bacheliers qui sortent de SES sont en général (relativement à l'ensemble des bacheliers) de bonne qualité. Même si le programme de cette filière n'est pas exempt de reproches, pourquoi donc était-il si urgent d'organiser sa réforme ? Si je crois le rapport Guesnerie et les membres de sa commission honnêtes, je suis beaucoup moins convaincu de l'honnêteté de ceux qui l'ont commandité. Très sincèrement, je crois que l'objectif invoué est d'orienter le cursus dans le sens de la gestion, avec l'espoir qu'une partie du public se reportera alors sur la filière littéraire.

Mon raisonnement est peut-être paranoïaque, mais il s'appuie sur mon expérience universitaire à Nanterre. Voici dix ans que j'essaye dans cette université de promouvoir un enseignement articulant économie, sociologie et histoire (tout à fait dans l'esprit de la filière SES) et que je me heurte au même type de coalition que celle que je dénonçais plus haut. Toute pluri-disciplinarité est présentée dans l'Université comme un abâtardissement scientifique, alors même que tous les cursus d'excellence en France (Science Po, les grandes écoles de commerce, les écoles d'ingénieur, etc.) sont caractérisés par la pluri-disciplinarité. Actuellement, dans l'Université, on enferme les sociologues dans un ghetto en leur interdisant l'accès à l'analyse économique (peut-on être sérieusement sociologue aujourd'hui sans culture économique ?) alors que l'on forme symétriquement des économistes qui, au bout de cinq ans, sont totalement incapables d'établir un lien entre ce qu'on leur enseigne et une approche intuitive du social.

Je crois que les sciences sociales sont aujourd'hui en grave danger sous la pression de multiples attaques. Le rigorisme disciplinaire me semble malheureusement contribuer à les affaiblir, chacune et toutes ensemble réunies. Je crains en effet que bientôt ne surnagent dans le paysage que la gestion et les sciences politiques, deux disciplines qui n'en sont pas, mais qui offrent aux étudiants un enseignement ouvert et des espérances professionnelles. L'économie aura été vassalisée par la gestion et la sociologie sera réduite à ce qu'elle pouvait être dans l'entre-deux-guerres, l'affaire d'un petit cénacle intellectuel.

Voilà dans quel cadre plus général il me semble qu'il faille poser la question du rapport Guesnerie et de l'avenir de l'enseignement des sciences économiques et sociales au lycée. Je pense à cet égard que la polémique actuelle,

interne au corps enseignant lui-même est désastreuse et qu'il faudrait en sortir par le haut. Car, une fois de plus, c'est bien La Fontaine qui pourrait avoir raison ("Les grenouilles qui demandent un roi »). Je suis bien sûr à votre disposition pour en discuter plus à fond.

Avec mon meilleur souvenir

François Vatin

Alain Beitone à François Vatin, le 13 août 2008

Cher François Vatin,

Je vous remercie très vivement et très sincèrement d'avoir pris la peine de me faire cette réponse argumentée.

Pour tenter de préciser ma position, je vous joins trois textes récents dont je suis l'auteur. Vous aviez été destinataire je crois de mon texte Pourquoi je ne signe pas le manifeste de l'APSES .

Quelques mots à partir de votre message :

1/ Je partage tout à fait votre diagnostic quant aux dangers qui pèsent aujourd'hui sur les sciences sociales en général. Et c'est bien pourquoi, dans le contexte actuel, je juge nécessaire un appui sur le rapport Guesnerie. Parce que ce rapport a été commandité par le Ministre, il est difficile à ce dernier de ne pas en tenir compte. Or, certains de ces conseillers avouent qu'il est devenu presque impossible de lui parler des SES et de la filière ES tant il s'emporte lorsque certains le font. C'est un autre inspecteur général de Lettres (devenu Recteur) qui au temps d'Allègre avait parlé des SES comme erreur génétique . De ce premier point de vue le rapport Guesnerie est un point d'appui dans l'argumentation en direction du ministère pour défendre les SES. Car, à côté du rapport Guesnerie existent d'autres attaques bien plus graves. Celle de l'académie des sciences morales et politiques (dont le texte a été publié quelques jours après le rapport Guesnerie) et qui propose de s'en tenir à un enseignement d'économie définie (sous la plume de Chiappori) comme la seule économie orthodoxe. Celle de l'Institut de l'Entreprise (dont les stages à destination des profs de SES ont été mis en place lorsque la gauche était au pouvoir). Celle de l'association présidée par Yvon Gattaz (membre de l'ASMP) qui invoque en tout occasion le concret (voir l'article de Dréan dans Sociétal qui illustre bien cette posture dénonçant l'abstraction de l'enseignement des SES au nom du concret et du vécu des entrepreneurs). Celle de l'association Positive entreprise minuscule groupe de pression qui a eu un impact spectaculaire dans les médias. Il existe par ailleurs des groupes de pression puissants et influents, mais peu spectaculaires, qui sont très actifs au ministère :

- l'inspection générale d'histoire et géographie (dont l'un des membres est directeur général des enseignements scolaires) et qui veut récupérer la formation aux sciences sociales dans un enseignement d'histoire géo modernisé. Voir d'ailleurs les manuels actuels d'histoire géo où il est question des classes sociales, des pratiques culturelles, de la mondialisation, de l'Etat-providence, etc.
- l'inspection générale d'Economie et gestion qui constate que la rénovation de la filière STT est un échec et qui considère que l'économie qu'on y enseigne devrait bénéficier aux élèves de l'enseignement général.

Or il faut avoir conscience des rapports de force. Il y a autant de profs de SES dans la France entière que de profs d'histoire et géographie dans l'académie de Créteil. Il y a 5 fois plus de profs d'éco et gestion que de profs de SES.

Dans ce contexte, le rapport Guesnerie, produit par des économistes et des sociologues, a le grand avantage de prendre position pour l'enseignement de l'économie et de la sociologie aux lycéens et, compte tenu de la réforme qui s'annonce, c'est un point très important. En ce moment même, un certain nombre des membres du CODICE (qui était présidé par Claude Perdriel) font le siège du ministère pour demander que soit mis en place en seconde un enseignement de connaissance des métiers appuyé sur des stages en entreprises. Evidemment on invoque le fait que les élèves doivent se préparer à l'emploi, sur le fait que les profs ne connaissent pas l'économie concrète, etc.

Toute la question est de savoir quel argumentaire on développe à l'encontre de ces projets de disparition ou de dénaturation de l'enseignement des SES.

2/ Cela nous conduit au second point. Un certain nombre de critiques adressées aux SES, même si elles sont idéologiquement orientée, sont malheureusement fondées. Par exemple, le fait de développer une approche faisant appel à plusieurs disciplines savantes (ce qui est la règle dans toutes les disciplines scolaires) conduit trop souvent à une bouillie pour les chats où les élèves sont incapables de savoir ce qui distingue la démarche de l'économiste de celle du sociologue. Nous venons de rédiger un article sur la façon dont les différentes disciplines des sciences sociales sont présentées dans les introductions des manuels de seconde. C'est assez accablant. Dans un article plus ancien, j'avais montré que 5 manuels de SES sur 7 donnaient une définition fausse de l'entreprise. Dans un troisième article (publié dans Socio-logos la revue en ligne de l'AFS) j'ai montré que le contenu des chapitres des manuels de terminale sur la justice sociale étaient particulièrement calamiteux. Plus fondamentalement, quand certains responsables de l'APSES affirment que les SES sont de l'histoire problématisée, ils donnent des armes à ceux qui veulent faire absorber les SES par l'histoire. Quand ils invoquent en toute occasion le concret et dénoncent les théories, ils se situent (involontairement sans doute) sur les mêmes positions qu'Yvon Gattaz. Quand le SNES assimile la commission Guesnerie et le MEDEF, ils ont recours à une caricature qui ne peut que renforcer au ministère la thèse de ceux qui pensent que les SES ne peuvent pas évoluer. Car, de même que les profs de philo revendiquent le retour aux programmes de 1922, l'APSES reste figée sur la défense du projet fondateur des SES de 1967. Or ce projet a été élaboré par des historiens et des géographes qui ne pouvant pas réformer l'histoire géo ont créé les SES. Il se pourrait bien que les SES meurent aujourd'hui de leur refus de toute évolution. Dans cette perspective, le rapport Guesnerie est un fragile rempart. Je n'en partage pas toutes les formulations, mais nous n'avons pas d'autre point d'appui. Défendre les SES sur les positions du SNES, d'ATTAC ou du Mauss, c'est sans doute sympathique pour des gens de gauche, mais c'est assez peu porteur en direction du ministère actuel. C'est pourquoi je pense (mais j'avoue que c'est assez réformiste) que la tâche de l'heure c'est de sauver les SES quitte à lâcher du lest. Je crains que le discours de l'APSES ne renforcent les positions de ceux qui veulent la mort des SES.

Bien cordialement

Alain Beitone

François Vatin à Alain Beitone, le 13 aout 2008

Cher Alain Beitone,

Je comprends bien tout cela et partage un certain nombre de vos analyses, notamment sur l'état du rapport de forces. Je n'ai par ailleurs rien contre le réformisme et suis bien conscient comme vous que les positions

maximalistes sont souvent suicidaires.

Il me semble toutefois que, au vu précisément de ces arguments, le plus urgent serait d'arriver d'abord à un consensus minimal chez les profs de SES eux-mêmes.

Ensuite ne serait-il pas possible de montrer, chiffres à l'appui, que, quelles que soient les critiques légitimes qui peuvent être faites sur les programmes et les manuels, le bac SES est actuellement un bon bac en termes d'espérance de formation supérieure des bacheliers ? Que donc les accusations portées contre lui sont infondées, qu'il n'y a pas péril en la demeure et donc aucune urgence à précipiter les choses. Ceci peut être dit sans discréditer toute critique, mais en renvoyant à plus tard, quand les esprits seront apaisés, une réflexion de fond sur ce thème. Vous ne pourrez en effet rien faire, à ce stade, pour aller contre l'image de brûlot du rapport Guesnerie tel qu'il a été diffusé dans la presse.

Je comprends donc parfaitement votre raisonnement de type défensif. Mais je ne crois pas que l'on puisse gagner en situation de faiblesse des batailles sur un mode défensif. La seule solution me semble de défendre positivement les SES comme filière de formation en montrant qu'elle n'a pas démerité (ce que je crois vrai). Quant aux manuels, ne croyez-vous pas que des critiques similaires ne pourraient pas être faites pour toutes les disciplines ?

Bien à vous.

François Vatin

Alain Beitone à François Vatin, le 16 août 2008

Cher François Vatin,

Je sais votre intérêt pour les SES et je vous en remercie très vivement même si nos appréciations divergent sur certains points. Cependant je ne voudrais pas vous importuner en prolongeant inutilement cette discussion.

Quelques remarques supplémentaires cependant :

1/ Nous n'échapperons pas à une réforme des lycées. Sa nécessité a des bases objectives (stagnation du nombre de bacheliers de l'enseignement général, échecs en premiers cycles universitaires, déséquilibre en les filières). L'essentiel était déjà dit dans le rapport de Nicole Belloubet Frier une rectrice clairement à gauche (nommée par Jospin à Toulouse et démissionnaire avec fracas lors du retour de la droite au pouvoir). Le fait que la réflexion sur cette réforme des lycées soit conduite par un économiste situé plutôt à gauche de l'échiquier politique (J.P. de Gaudemar) montre la volonté du gouvernement d'avancer. Dans ce paysage, la défense du statu quo est impossible et la seule question qui est posée est la suivante : que deviendront les SES dans la réforme qui entrera en application à partir de septembre 2009 ?

2/ Il y a unanimité parmi les SES pour défendre le bilan de la FILIERE ES. Les chiffres du ministère confirment d'ailleurs la qualité de ce bilan. Mais cela laisse ouvertes deux autres divergences :

- faut-il que les autres élèves soient privés d'un enseignement de sciences économiques et de sociologie ?

Personnellement je ne le pense pas. Tous les élèves devraient pouvoir faire des études de sciences sociales comme ils font des études de biologie ou d'EPS ;

- l'enseignement des SES (qu'il faut distinguer de la filière) doit-il rester identique ? Ne doit-on pas apporter un certain nombre de changements dans les programmes ? la pédagogie inductive défendue par l'APSES ne devrait-elle pas faire l'objet d'une réflexion critique (voir les travaux de J.P. Terrail par exemple).

Sur ces deux questions, c'est moi qui suis sur une position offensive et c'est l'APSES qui est sur une position de *statu quo*.

3/ Quant à un consensus entre profs de SES, j'y suis pour ma part très favorable et je crois qu'une plateforme minimale commune serait possible. Mais l'APSES, comme le PC de Georges Marchais, refuse de discuter avec quiconque sort de l'orthodoxie. Ils refusent donc de discuter avec moi et avec quiconque a une position différente de celle de la doxa des SES. Par exemple l'APSES s'est opposée à ce que je siége dans la commission qui a rédigé les actuels programmes de SES (commission présidée par J.L. Gaffard et où siégeais aussi Louis Chauvel). De même l'APSES s'est opposée (toujours sans succès) à ce que je sois auditionné par la commission Guesnerie. Si donc vous avez des amis du côté de l'APSES et si vous avez l'envie et la possibilité de favoriser la recherche d'un consensus, sachez que je suis disponible à tout moment et sans préalable à une discussion destinée à arriver à une position commune. Mais tant que l'APSES refuse de discuter avec moi, je suis fermement décidé à agir de la façon qui me semble la plus appropriée. Je suis un indéfectible soixante-huitard et l'idée que les minoritaires doivent se taire et laisser le monopole de la parole aux organisations représentatives, aux dirigeants éclairés et à la juste ligne du parti n'aura jamais mon assentiment.

Bien amicalement et merci de votre patience si vous m'avez lu jusqu'ici.

Alain Beitone

François Vatin à Alain Beitone, 19 août 2008

Cher Alain Beitone,

Vous ne m'importunez pas. J'essaye de comprendre la situation, avec une perspective qui est celle de l'enseignement universitaire. C'est probablement largement de la vision déformée que nous avons chacun de l'espace professionnel de l'autre que viennent nos divergences.

Je voulais d'abord vous dire que vous avez tout à fait raison de me mettre en garde sur le risque de confusion entre la filière SES et l'enseignement SES proprement dit. Je suis intéressé par l'avenir de la filière SES, outre mes intérêts personnels de sociologue et économiste, parce que j'ai pris la mesure de son importance pour une université comme Nanterre : les bacheliers SES y représentent plus du tiers des étudiants, toutes disciplines et niveaux confondus ; le bac suivant arrive à à peine 10 %.

J'avais l'intention de vous répondre après avoir lu rapidement les papiers que vous m'aviez transmis. Je suis d'accord sur bien des points avec vous : sur la genèse de la filière B puis SES, sur le caractère nostalgique d'une pensée SES, sur la nécessité de la neutralité axiologique.... Je différerais en revanche sur deux points, en partie liés : l'approche par les problèmes et la question des disciplines.

1/ Je dis en partie liés, car, à un premier niveau d'analyse, je comprends votre critique épistémologique de l'approche par les problèmes. Mais (et c'est ce qui va nous renvoyer à la question des disciplines), je crois probablement moins que vous à la positivité des savoirs en science sociale. Aussi, ma conception de l'enseignement est plus maïeutique : je ne suis pas bien certain que nous ayons des certitudes aussi fortes que la loi de la chute des corps à transmettre à nos élèves ou étudiants et j'entends d'abord les aider à penser par eux-mêmes. (A dire vrai, mutatis mutandis, ma position serait un peu la même pour l'enseignement scientifique). Ayant un fils de quatorze ans, j'ai été frappé de ce qu'il était plus difficile de lui transmettre quelques idées claires sur ce que pouvait être l'argent, par exemple, que pourtant il avait pu manipuler dès son plus jeune âge, que de lui parler du bing bang ou des trous noirs ! En ce sens, je comprends bien ce problème de concurrence avec l'éducation civique (je ne sais plus par quel sigle vous la nommez). A dire vrai, dans l'esprit de ce que vous dites (enseigner les SES à tous les lycéens et non seulement à des spécialistes), c'est plutôt dans ce sens là qu'iraient mes choix : fournir un peu d'intelligibilité au monde social finalement si obscur à notre entendement alors que nous baignons dedans, non pour faire du prêchi-prêcha, mais pour aider à s'orienter.

En ce sens, l'approche par problème (comme le font les philosophes) ne me choque pas. Je pense (mais c'est peut-être là incompetence de ma part sur la configuration pédagogique d'un enseignement en lycée) que c'est à partir de là qu'on peut tenter de transmettre des bribes de théorie qui fassent sens. Je vois en effet à quel point, même au niveau universitaire, les étudiants se relèvent incapables de donner du sens aux théories économiques qu'on leur enseigne. Au final, au bout de quatre ans d'études, les étudiants de sociologie apparaissent plus ouverts à la compréhension du monde social que ceux d'économie, alors même qu'ils sont, au moment de l'entrée dans les cursus, le produit d'une sélection négative par rapport aux premiers (il faut bien sûr tenir compte de la sélection qui s'opère dans le courant du cursus). Par ailleurs, le résultat de cette incompréhension est que les étudiants fuient l'économie pour des cursus de gestion où ils ont le sentiment qu'on leur parle de choses concrètes, qui le mènent de plus à l'emploi.

2/ J'en viens donc à la question des disciplines proprement dite. Vous vous situez à un niveau épistémologique, dans une configuration où les enseignants sont chargés d'enseigner plusieurs disciplines et, a fortiori les élèves d'en étudier plus d'une. A l'université, je vois les choses dans l'autre sens et les débats épistémologiques masquent alors mal des querelles professionnelles. La question des disciplines a mité notre enseignement supérieur et est à mon sens en bonne partie la cause du succès de tous les cursus, extra-universitaires, qui sont aussi extra-disciplinaires, des classes prépa aux grandes écoles en passant par toutes les petites, les moyennes, les minuscules. Dès qu'un champ a été dégagé dans l'esprit de la professionnalisation des études, on a créé une discipline : sciences politiques, sciences de l'éducation, gestion, aménagement, urbanisme, information-communication... et maintenant sciences et techniques des activités physiques et sportives. Créer une discipline, cela veut dire créer une section du CNU, d'où résulte un corps professionnel autonome et un public étudiant qui ne suivra que l'enseignement des membres de ce corps. Je me souviens encore à Rennes il y a de cela vingt ans de mes collègues d'info-com, qui refusaient le projet d'un grand DEA de science sociale, au motif de la pureté épistémologique de leur discipline ! J'ai assisté comme membre du Conseil d'administration à Nanterre à la création des postes de Staps : psychologues du sport, historiens du sports, sociologues du sports et profs. de basket... et tout ça ça fait d'excellents stapsologues, comme le disait la chanson...

Vous me direz : comment comparer ces errements ridicules avec la question des disciplines installées épistémologiquement depuis un bon siècle comme l'économie et la sociologie ? Parce que tout cela fait système dans un émiettement infini du savoir, mais aussi de l'enseignement qui n'a, je crois, pas son pareil nulle part dans le monde. Comparez le cursus d'un étudiant français de sciences sociales avec ce qu'il était il y a cinquante ans ou même encore trente quand nous avons l'un et l'autre fait nos études ! Comparez-le aussi avec ce que vous trouverez n'importe où dans les grands pays développés ! Expliquez-moi pourquoi un étudiant qui fait une prépa HEC suivra un enseignement de philosophie et pas s'il fait un DEUG de gestion à Nanterre où pourtant de manque pas les philosophes en manque d'étudiants...

Un des résultats de cette configuration est que la sociologie est condamnée à dépérir bientôt faute d'étudiants. Tous les espaces professionnels qu'elle aurait pu conquérir ont en effet fait l'objet de créations de disciplines ad-hoc. Elle est de plus en plus évincée des grandes disciplines connexes avec lesquelles elle entretenait traditionnellement des liens étroits : l'économie, la psychologie, la linguistique. Si l'économie est en apparence plus solide, je ne donne pas beaucoup plus cher de sa peau à moyen terme, tellement le décalage est grand entre les attentes disciplinaires et les soucis ordinaires d'un étudiant. Quel est le pays où l'on recrute un enseignant d'économie pour un IUT de génie civil sur sa capacité à publier dans les grandes revues américaines ? Et comment s'étonner ensuite de la frustration réciproque de l'enseignant et des étudiants ! Quand comprendra-t-on que l'enseignement universitaire américain ne se limite pas à Berkeley et Stanford ?

Je pense que l'enseignement universitaire français en sciences sociales est probablement aujourd'hui d'une qualité en moyenne supérieure à ce qu'il est un peu partout dans le monde. Mais, du fait notamment de la névrose disciplinaire (ce n'est pas la seule cause), on est en train de l'étouffer. Nous perdons en masse nos étudiants, que ce soit au niveau des premiers cycles où il préfère les classes-prépas, IUT, BTS, où au niveau des masters, où ils se dirigent vers des cursus professionnalisants, payants et pas disciplinaires. Nos grands spécialistes resteront bientôt seuls à raconter leurs grandes théories, toute l'université prenant la figure d'une gigantesque école des hautes études (où les séminaires sont vides), mais ceci à l'intention des laissés-pour-compte, ceux qui trop faibles culturellement, n'auront pas réussi à se placer ailleurs !

Je caricature à peine ; le système actuel est dans une dynamique perverse qui conduit à mettre les plus mauvais étudiants devant les meilleurs enseignants. Je pense que les pouvoirs publics ont renoncé à réformer l'université. Ils la contournent en favorisant la création d'un enseignant post-bac privé et professionnel en créant des cadres juridiques qui autorisent quelques établissements universitaires (Science Po, Dauphine) à s'affranchir des cadres communs. Bientôt, l'Université, stricto-sensu, ne sera plus que pour les pauvres. Mais, à défaut d'un vrai marché privé à l'américaine, soutenu par des fondations puissantes, on n'aura pas donné à ces nouvelles structures privées les moyens de recruter du personnel de qualité, de lui donner du temps pour faire de la recherche, etc.

3/ Tout cela nous éloigne de vos questions. C'était seulement pour vous préciser le point de vue qui m'animait, qui n'était pas la nostalgie des SES, modèle années 1970. J'y reviens pour finir à propos d'un argument que vous évoquez concernant les liens entre les disciplines universitaires et l'enseignement secondaire. Si les historiens ou les géographes se retrouvent dans ce qui est enseigné dans le secondaire, ce n'est pas à mon sens pour des raisons épistémologiques fondamentales, mais, d'abord, en raison d'une unité de corps, fondé sur l'agrégation et qui trouve sa source dans l'Université du XIXe siècle (dont le lycée faisait partie). Encore aujourd'hui, la très grande majorité des enseignants universitaires en histoire a commencé sa carrière au lycée. D'où d'ailleurs le maintien d'un lien étroit entre géographie et histoire, épistémologiquement périmé, car antérieur au développement des sciences de la terre d'un côté, à celui des sciences sociales de l'autre.

A cet égard, ce qui a, en France, créé une barrière quasi-insurmontable entre l'économie et la sociologie, mais aussi entre le lycée et l'université, est bien peu épistémologique : c'est le régime de l'agrégation du supérieur. Les professeurs d'économie n'ont jamais pu accepter qu'il y ait des professeurs du secondaire de sciences économique et sociale, car un vrai professeur est titulaire de l'agrégation (du supérieur s'entend). La création de l'agrégation de sciences sociales (au départ, les économistes ont refusé l'ajout de économiques pour la raison susdite) a aiguisé le problème. En effet, le lien organique avec l'économie était impossible pour la raison évoquée précédemment, mais il était également impossible avec la sociologie, puisque le régime du concours faisait que la plupart des lauréats étaient économistes de formation ! Les professeurs de SES lorgnaient alors vers les économistes universitaires qui ne voulaient pas d'eux et se tenaient à distance des sociologues qui leur étaient étrangers ! Tout cela ressemblait à du je t'aime, moi non plus.

Cela me ramène à mon expérience nanterroise et à son échec. En coopération avec l'ENS de Cachan, grâce aussi à la présence à Nanterre, tant de sociologues ouverts à l'économie que d'économistes ouverts à la socio, nous avons

essayé de tenir les deux bouts. Pendant une petite dizaine d'années, nous avons formé ainsi les 3/4 des agrégés de sciences sociales. La plupart sont devenus plutôt sociologues qu'économistes du fait de leur rejet de l'enseignement reçu en économie. Mais, l'un dans l'autre, nous avons formé une génération de jeunes gens de qualité, aptes à circuler entre les deux disciplines. Cet édifice s'est écroulé avec la réforme LMD sur la pression de nombreux facteurs, mais, notamment, de ce que j'appelle la névrose disciplinaire. Je pense que ni l'économie, ni la sociologie françaises n'ont gagné à cet échec.

Veillez m'excuser de cette longue lettre qui vous aura précisé ce qui m'anime dans cette affaire, loin des identifications politiques affectives. Cela m'amène à évoquer Jean-Paul de Gaudemar, que j'ai bien connu pour avoir fait ma thèse avec lui (soutenue en 1981) et avec qui j'ai perdu tout lien depuis longtemps. Je pense qu'il fera ce travail avec conscience et qu'il se dira, peut-être à juste titre, qu'il vaut mieux que ce soit lui qu'un autre (c'est toujours ce qu'on se dit ; j'en fais autant pour les petites responsabilités politiques que je peux avoir).

Pour finir, je crains a priori de ne pouvoir vous être d'aucune aide du côté de l'APSES, car je ne maîtrise pas bien ce qui se joue en termes de réseaux et que l'on peut de ce fait faire souvent plus de mal que de bien. Mais je ne manquerai pas de réfléchir à la question au cas où il me semblerait qu'une initiative heureuse pourrait être prise.

Bonne chance et bon courage pour votre action. Je suis bien placé pour savoir à quel point ce milieu est parfois humainement médiocre et que les grands discours cachent souvent de sordides intérêts de micro-boutiques.

Bien à vous.

François Vatin

Alain Beitone à François Vatin le 19 août 2008

Cher François Vatin,

Merci pour votre longue réponse.

Je partage une grande partie de vos analyses. A Aix nous avons tenté il y a une quinzaine d'année de créer un cursus bi-disciplinaire éco-socio. J'avais le soutien de gens importants de la DESUP, le directeur de l'IUFM était prêt à y consacrer un certain volume horaire qui aurait été ainsi offert aux universités, j'avais proposé un cursus qui puisait en grande partie dans les enseignements déjà existants de socio, d'éco ou d'AES, le coût marginal du projet était donc faible. Le projet a échoué face aux corporatismes divers. Je comprends donc bien votre sentiment face à la situation de Nanterre. Mais s'il y a un usage corporatiste des disciplines, il y a aussi un effet dévastateur de certains projets de dépassement des disciplines à la Edgar Morin. Plus grave, dans le secondaire, l'attaque contre les disciplines vient du pouvoir (de gauche ou de droite) car la remise en cause des disciplines (scolaires cette fois) permettrait de gérer avec plus de flexibilité le corps enseignant.

Bref, notre échange montre que les choses sont complexes et qu'il faudrait beaucoup plus de temps que nous n'en avons pour cerner les divergences et surmonter les malentendus. Pour l'instant, nous faisons un choix différent quant à la meilleure façon de défendre les SES aujourd'hui. Je comprends votre position et je la trouve respectable. J'adopte pour ma part une autre stratégie, nous verrons bien ce qu'elle donnera.

Bien amicalement

Alain Beitone

On peut lire aussi :

- ▶ Sylvain Dzimira, [« Réflexions à partir du "rapport Guesnerie" pour un avenir radieux des SES »](#)
- ▶ Appel : [Pour la défense conjointe des SES dans le secondaire et des sciences sociales à l'Université](#)